

Compte rendu

Ouvrage recensé :

CHOMSKY, Noam. *The New Military Humanism. Lessons from Kosovo*. Vancouver, New Star Books, 1999, 199 p.

par Martin Larose

Études internationales, vol. 32, n° 2, 2001, p. 382-385.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704298ar>

DOI: 10.7202/704298ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

pements technologiques n'influent pas sur les transformations socio-historiques car ils s'inscrivent dans un tissu social qui existe déjà. Ainsi, Internet produit un effet de déterritorialisation des cultures et l'américanité ne devient alors qu'une source d'influence parmi d'autres. Dans un dernier texte consacré aux « Politiques culturelles et commerce international », Ivan Bernier étudie la compatibilité, au regard des règles de l'OMC et de l'ALENA, de cinq types de politiques (intervention directe de l'État à titre de producteur, subventions, restrictions quantitatives, contrôle des investissements, mesures commerciales et fiscales). Si les règles du GATT et du GATS ne semblent pas devoir poser, pour l'instant, de problèmes, il en va différemment pour l'ALENA, notamment en ce qui concerne les subventions et les mesures commerciales et fiscales. En toute hypothèse, Ivan Bernier pense qu'il y a un risque, en l'absence d'une clause d'exception culturelle, que les politiques culturelles canadiennes et québécoises soient remises en cause, dans le cadre de l'OCDE, à propos de l'AMI.

Le recueil de textes réunis par Florian Sauvageau repose sur un plan extrêmement clair et didactique puisque, après avoir retracé les grandes lignes historiques et l'influence culturelle américaine, il montre comment, dans divers domaines, cette influence peut être combattue. Par ailleurs, le choix de la transdisciplinarité contribue à l'intérêt de l'ouvrage et aborde divers thèmes comme les politiques publiques, le rôle de l'État, la dimension historique, mais laisse aussi la parole aux différents acteurs concernés. Enfin, cet

ouvrage ne manque jamais de faire le point pour le Canada en général, mais aussi le Québec en particulier. Il est donc bienvenu dans la mesure où le Canada connaît un double problème identitaire tant en ce qui concerne son affirmation politique à l'égard des États-Unis qu'en ce qui concerne la question du Québec.

Philippe CHRESTIA

*Faculté de droit
Université de Nice-Sophia Antipolis, France*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

The New Military Humanism. Lessons from Kosovo.

CHOMSKY, Noam. *Vancouver, New Star Books, 1999, 199 p.*

Alors que la fin de la guerre froide laissait présager, au début des années quatre-vingt-dix, une nouvelle ère prometteuse pour la paix, le bilan que l'on peut dresser une dizaine d'années plus tard semble beaucoup plus nuancé. Dans son récent livre, le prolifique Noam Chomsky sonne à nouveau la charge contre le pouvoir établi à Washington. Sans pour autant défendre l'ancien régime de Milosevic, son essai constitue une critique virulente des bombardements aériens de l'OTAN contre la Serbie.

Avec ce livre, l'ambition du linguiste et polémiste du Massachusetts Institute of Technology n'est pas d'examiner ce qui aurait dû ou ce qui devrait être fait au Kosovo. L'auteur se penche plutôt sur les conséquences des bombardements, sur les motivations qui ont poussé l'Alliance atlantique à intervenir, ainsi que sur la propagande officielle qui a

justifié l'intervention armée. La thèse générale de Chomsky pourrait se résumer de la manière suivante : les Américains et leur fidèle allié britannique – l'OTAN étant placée sous la quasi-domination de Washington – sont intervenus au Kosovo parce qu'ils avaient des intérêts à défendre. L'humanisme nouvellement affirmé par le président Clinton et ses alliés ne constitue donc qu'un mythe et un prétexte masquant des considérations traditionnelles de puissance. Pour prouver la justesse de son analyse, l'auteur emploie la méthode comparative et utilise des exemples de crises humanitaires analogues au cas du Kosovo.

Le premier chapitre rappelle que la fin de la guerre froide permet désormais aux États-Unis et aux autres États soi-disant « éclairés » (*enlightened states*) qui sont leurs alliés, de passer outre l'ONU et son Conseil de sécurité pour intervenir par les armes partout où ils le croient nécessaire, justifiant ces actions par la justice, l'humanisme et l'altruisme. Chomsky dénonce le fait que les Américains interviennent dans des causes humanitaires lorsque le régime qui commet les crimes n'est pas leur allié ou encore si celui-ci se révèle un allié dont les agissements déplaisent aux dirigeants américains. L'exemple le plus frappant de cette réalité selon l'auteur s'avère certainement le cas de la Turquie qui a réprimé dans le sang les nationalistes kurdes dans les années quatre-vingt-dix. Ces violences ont été perpétrées avec notamment des armes de fabrication américaine et surtout avec l'accord tacite des États-Unis, le régime d'Ankara étant un fidèle allié de Washington au sein de l'OTAN. À l'inverse, la Serbie s'opposait à la

domination américaine et c'est ce qui explique en grande partie l'intervention de l'Alliance atlantique au printemps 1999.

Dans un second chapitre, prenant appui sur l'existence de victimes et de crimes commis tant du côté des Serbes que de celui des Albanais du Kosovo, Chomsky soutient que la vision manichéenne de la crise en ex-Yougoslavie, présentée par la superpuissance et ses alliés, se révèle totalement fausse. Cela est d'autant plus vrai que l'histoire démontre que les Occidentaux n'ont pas encouragé les forces nationalistes albanaises du Kosovo qui croyaient parvenir à leurs fins de manière démocratique et pacifique. Ainsi, à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, plusieurs démocrates albanais du Kosovo, ne pouvant que constater l'insuccès de leur méthode, se sont donc de plus en plus tournés vers la violence et l'Armée de libération du Kosovo (UCK) vit de ce fait, ses effectifs croître de façon assez substantielle. Bien plus, durant les bombardements du printemps 1999, l'OTAN attaqua des villes dans lesquelles les réformes à l'occidentale recevaient un fort appui au sein de la population, simplement parce que ces zones urbaines étaient des centres économiques importants qu'il fallait détruire pour paralyser le pouvoir yougoslave. Il en résulta le développement d'un fort sentiment de solidarité nationale serbe au détriment des sympathies occidentales et au profit du régime de Belgrade.

Dans son troisième chapitre, Chomsky souligne que lorsqu'une crise humanitaire se développe, trois solutions s'offrent aux étrangers : 1) agir pour intensifier (*to escalate*) la

catastrophe ; 2) ne rien faire et 3) tenter d'atténuer (*to mitigate*) la catastrophe (p. 48). Selon l'auteur, l'OTAN a clairement opté pour la première option au Kosovo, puisqu'elle savait que les bombardements allaient aggraver la situation humanitaire, les Serbes ne possédant pas les moyens de répliquer aux bombardements de l'Alliance autrement que par la violence au sol. En outre, Chomsky affirme que le nouvel interventionnisme proclamé ne se distingue en rien des prétentions qu'avaient dans le passé les grandes puissances européennes à civiliser l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Pour l'auteur, il ne peut donc s'agir d'une nouvelle ère de justice humaniste puisque dans les années quatre-vingt-dix d'autres cas similaires à celui du Kosovo n'ont pas reçu la même « attention bienveillante » de la part des Américains et de leurs alliés. Outre le cas déjà cité des Kurdes en Turquie, Chomsky avance comme exemple notamment la crise au Timor oriental où rien n'a été fait ou encore celui du pouvoir colombien qui bénéficie de l'aide militaire américaine sous le prétexte de la guerre contre la drogue. Même les exemples de la Somalie et d'Haïti ne sont pas considérés comme des interventions purement humanitaires par l'auteur.

Le quatrième chapitre de l'ouvrage cherche avant tout à expliquer comment Washington et les autres capitales des pays membres de l'Alliance ont présenté l'intervention armée contre la République fédérale yougoslave. Chomsky rappelle ainsi que seul Milosevic et ses proches furent d'abord démonisés avant que le qualificatif ne soit étendu à l'ensemble du peuple serbe – justifiant

ainsi la destruction de cibles civiles – sous prétexte qu'il avait après tout élu l'homme fort de Belgrade. Le cinquième chapitre de l'essai cherche à démontrer que l'intervention militaire n'était pas la seule solution disponible pour tenter de résoudre la crise au Kosovo car des options non violentes demeuraient possibles, bien que celles-ci aient été rejetées du revers de la main par l'OTAN. Chomsky soutient donc que l'accord de paix du 3 juin 1999 entre l'OTAN et la Serbie aurait pu avoir lieu bien avant, puisque dès le 23 mars, l'Assemblée nationale serbe avait répondu à l'ultimatum de l'Alliance et proposait de négocier avec l'aide de l'ONU et de l'OSCE, se butant toutefois au refus des alliés. Bien plus, cette ouverture serbe allait se répéter au cours des opérations aériennes, toujours sans succès.

Le chapitre 6 tente de comprendre pourquoi l'OTAN utilisa la force alors que la diplomatie aurait pu éviter les bombardements et la recrudescence de la violence au sol. Bien que les Américains et leurs alliés ne possédaient pas d'intérêts territoriaux ou prenant la forme de matières premières, ils avaient un intérêt fondamental, aux dires de Chomsky, pour intervenir dans les Balkans : assurer la crédibilité d'une Alliance en mal de légitimité depuis la fin de la guerre froide. Ce faisant, Washington avertissait d'autres pays potentiellement récalcitrants de ce qui les attendait s'ils persistaient à refuser d'obéir aux désirs de la superpuissance. À côté de ces considérations de puissance, se trouvent en outre les intérêts du complexe militaro-industriel américain ainsi que des motifs divers exposés par Chomsky.

Le septième et dernier chapitre conclut avec une discussion sur les conséquences qu'il faut tirer de l'intervention militaire au Kosovo. Outre le fait que les « États éclairés » font désormais ce que bon leur semble dans l'ordre international post-guerre froide – ce qui a pour effet de miner ce qui subsiste de droit international et diminuer d'autant la protection à l'égard des États les moins puissants –, il faut noter que les bombardements ont affaibli la démocratie en Yougoslavie tout en exacerbant les manifestations de violence. Enfin, l'opération de l'Alliance s'avéra nuisible pour le processus de désarmement et encouragea la prolifération nucléaire en démontrant l'inanité des moyens militaires traditionnels pour ceux qui désirent s'opposer au joug américain.

En somme, ce livre dénonce à quel point le système international est basé sur la règle du « deux poids, deux mesures » permettant aux Américains et à leurs alliés de faire ce qu'ils interdisent eux-mêmes à d'autres. Solidement documenté avec des articles de journaux, des éditoriaux et une littérature scientifique abondante, l'ouvrage déborde largement le cadre de l'intervention militaire en ex-Yougoslavie et renseigne en profondeur le lecteur sur d'autres crises humanitaires similaires. Si l'on ne peut reprocher à Chomsky d'avoir prévu que l'ONU interviendrait au Timor oriental au début de l'automne 1999 ou encore que la démocratie finirait par triompher à Belgrade un an plus tard, il est néanmoins permis de se demander pourquoi l'auteur n'a pas utilisé l'exemple des deux guerres menées par la Russie contre les Tchétchènes au cours de la dernière décennie, un cas qui, nous semble-t-

il, aurait été riche en enseignement pour le sujet. En définitive, le lecteur qui ne sera pas totalement convaincu par les propos de Chomsky terminera assurément sa lecture avec, à l'esprit, un doute immense quant à la légitimité de l'intervention aérienne de l'OTAN au Kosovo.

Martin LAROSE

*Étudiant au doctorat
Département d'histoire, Université de Montréal*

The Future of NATO : Enlargement, Russia, and European Security.

DAVID, Charles-Philippe et Jacques LÉVESQUE. Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, xii-261 p.

Plusieurs tenants de l'école réaliste en relations internationales soutiennent qu'une fois l'ennemi contre lequel une alliance est forgée est écarté ou disparaît, les alliances militaires ont tendance à se dissoudre d'elles-mêmes. L'OTAN semble faire exception à cette règle puisque non seulement elle a survécu à la fin de la guerre froide et à la mort de l'URSS, mais elle est en pleine phase d'expansion après l'inclusion de nouveaux membres en ex-Europe de l'Est. Cette contradiction apparente donne à réfléchir et l'ouvrage dirigé par Charles-Philippe David et Jacques Lévesque s'attarde plus particulièrement à présenter les tenants et potentiels aboutissants de l'expansion de l'Alliance atlantique sur le plan diplomatique et stratégique. L'ouvrage collectif est constitué sur la base des textes présentés à un colloque sur l'élargissement de l'OTAN tenu à l'Université du Québec à Montréal en mars 1997 sous les auspices du Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité